



**Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours**  
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,  
et de la Transition Écologique  
37044 Tours Cedex 9  
<http://www.chu-tours.fr>



## CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICES

# Exploitation de cafétérias / boutiques et services annexes pour le CHRU de Tours et le CH du Chinonais



**Ce contrat comporte une clause environnementale**

**Ce contrat comporte une clause sociale**

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 1/14
---------------	--------------------------------------------	-----------

## I. TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION	3
ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONCESSION	3
ARTICLE 3 - DROITS D'EXCLUSIVITE	3
ARTICLE 4 – MODIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION	4
4.1. Modification par avenant	4
4.2. Cession du contrat	4
ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX LOCAUX, AUX TRAVAUX ET AU MATERIEL	5
5.1. Travaux	5
5.2. Installation	5
5.3. Les fluides	5
5.4. Hygiène et entretien des locaux, matériels et mobiliers	6
5.5. Ligne telefonique et internet	6
ARTICLE 6 - SECURITE ALIMENTAIRE	7
ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL	7
ARTICLE 8 – RESPECT DES USAGERS	8
8.1. Respect Des Principes D'egalite, De Laïcité Et De Neutralité	8
8.2 Litiges avec les usagers	9
ARTICLE 9 - PUBLICITE	9
ARTICLE 10 - ASSURANCES	9
10.1. A souscrire par le Concessionnaire	9
10.2. A souscrire par le Concédant	10
ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIERES	10
11.1. Redevance	10
11.2. Tarifs des produits et services	10
11.3. Impôts et taxes	11
ARTICLE 12 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	11
12.1 Clauses environnementales	11
12.2. Clause sociales	11
ARTICLE 13 – REUNIONS, RAPPORTS ET ENQUETES DE SATISFACTION	12
ARTICLE 14 - FIN DE LA CONVENTION - REMISE EN ETAT DU LOCAL COMMERCIAL	12
ARTICLE 15 – PENALITES	13
ARTICLE 16 – RESILIATION DU CONTRAT ET EXECUTION PAR DEFAUT	13
ARTICLE 17 - DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	14

## ARTICLE 1 – OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION

Le présent contrat a pour objet de définir les modalités d'exécution des prestations de cafétéria - boutique – librairie – presse – distributeurs automatiques et services associés destinées aux patients, visiteurs, étudiants et aux personnels du CHRU de Tours et du CH du Chinonais, ci-après « le concédant ».

Le présent contrat est une concession de services au sens des articles L.1121-1 et L.1121-3 du code de la commande publique par laquelle le concédant, en sa qualité d'autorité Concédante, confie la gestion du service au Concessionnaire, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service, soit de ce droit assorti d'un prix.

Le service concédé revêt la nature d'un service public. Dans ce cadre, le Concessionnaire sera chargé de gérer ce service public, à ses risques et périls. Il se rémunère directement auprès des usagers par la vente de produits et services.

### **Définitions :**

**Concessionnaire** : fournisseur ou prestataire qui conclut le contrat avec le CHRU de Tours et le CH du Chinonais ; le concessionnaire peut être une personne morale, un groupement de personnes morales ou une personne physique.

**Concédant** : Le CHRU de Tours et le CH du Chinonais

## ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONCESSION

La présente concession est conclue pour une durée de 7 ans fermes à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2026. La concession pourra être reconduite tacitement 3 fois pour une période de 12 mois, soit jusqu'au 30 novembre 2036.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 4 mois avant la fin de la durée de la concession une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

## ARTICLE 3 - DROITS D'EXCLUSIVITE

Les activités sont consenties à titre exclusif au concessionnaire à l'intérieur du périmètre concédé précisé au présent contrat de concession et ce, pendant toute sa durée.

Le concessionnaire prend toutefois acte que cette garantie d'exclusivité ne fait pas obstacle :

- au fait que le Concédant tient à la disposition de son personnel et de tiers occasionnels bénéficiaire (stagiaires, invités) une offre de restauration collective et de mise à disposition et de distribution de repas produits par la cuisine centrale.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 3/14
---------------	--------------------------------------------	-----------

- L'installation ponctuelle d'évènement (Food truck, préparation culinaire spécifique, fête de Noël...) liée à une action caritative ou d'utilité publique en lien avec les services d'hospitalisation.

## ARTICLE 4 – MODIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION

La concession comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.3135-1 du code de la commande publique.

### 4.1. MODIFICATION PAR AVENANT

Le périmètre initialement prévu au contrat peut évoluer au cours de la durée d'exécution du contrat. Ces évolutions, en augmentation comme en diminution, donneront lieu à la passation d'un avenant.

Si la date d'ouverture de la cafétéria dans le Nouvel Hôpital Trousseau est décalée de plus de 6 mois, la durée du marché pourra être modifiée par voie d'avenant.

Le Concédant et le Concessionnaire conviennent de se rencontrer pour renégocier le montant de la part fixe de la redevance pour faire face à des circonstances exceptionnelles. La circonstance exceptionnelle doit être reconnue à la fois par le Concédant et par une autorité publique extérieure aux parties et entraîner un bouleversement de l'économie générale du contrat en défaveur du Concessionnaire.

### 4.2. CESSIION DU CONTRAT

Le Concessionnaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent contrat à un tiers quelconque sans autorisation préalable du Concédant.

Le Concessionnaire qui souhaite céder son contrat adresse au Concédant une demande d'agrément du futur contractant. Le Concédant se prononce sur l'agrément du nouveau cessionnaire, au plus tard deux mois après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le Concédant ne peut refuser une demande d'agrément que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

La cession donne lieu à la conclusion d'un avenant tripartite.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 4/14
---------------	--------------------------------------------	-----------

## ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX LOCAUX, AUX TRAVAUX ET AU MATERIEL

### 5.1. TRAVAUX

Le concessionnaire ne peut procéder à aucun travaux ultérieurs en cours d'exécution de la convention sans l'approbation du Concédant.

Toute modification ultérieure (aménagement, réparations, réfections des peintures, ...) ou renouvellement des matériels et mobiliers seront à la charge du concessionnaire et devront respecter les règlements et les normes en vigueur.

En cas de modification des règles concernant l'hygiène et la sécurité applicables aux locaux concernés, le concessionnaire s'engage par ailleurs à réaliser les travaux de mise en conformité ou toutes modifications (notamment des équipements installés), qui seraient rendues nécessaires. Ces travaux sont soumis à l'accord préalable du Concédant.

Le Concédant se réserve le droit de faire visiter à tout moment le local par ses agents (des services techniques, d'hygiène et des conditions de travail).

Un plan de prévention sera remis à la direction dès la fin de la rénovation des lieux.

### 5.2. INSTALLATION

Le concessionnaire s'engage à ne pas gêner le fonctionnement des services hospitaliers par le bruit de ses équipements, et prêter une attention toute particulière aux odeurs de façon à ce qu'elles ne soient pas une gêne pour les personnes se trouvant dans les hall ou à proximité.

Le concessionnaire s'engage à respecter la charte de température du CHRU de Tours. A ce titre, les conditions de température à respecter sont les suivantes :

CONDITIONS HIVERNALES		CONDITIONS ESTIVALES <i>Seuil de déclenchement du rafraichissement</i>	
T° C	± ° C	T° C	± ° C
19	+2 /- 0	≤ 26	Δ 6°C / ext

### 5.3. LES FLUIDES

Le Concédant fournira en permanence et en quantité suffisante, l'électricité, l'eau et le chauffage nécessaires au bon fonctionnement des installations, ceci sous réserve de circonstances imprévisibles, exceptionnelles et extérieures.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 5/14
---------------	--------------------------------------------	-----------

Le chauffage, l'éclairage, les consommations d'eau et d'électricité sont à la charge du concessionnaire ; la facturation est annuelle selon un coût moyen au m2 qui sera revalorisé tous les ans.

Le concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité de l'hôpital ni prétendre à une indemnité en cas d'interruption dans les fournitures d'eau, d'électricité et de chauffage, par suite de réparations, travaux ou pour toute autre cause.

#### 5.4. HYGIENE ET ENTRETIEN DES LOCAUX, MATERIELS ET MOBILIER

Le concessionnaire maintiendra à ses frais en parfait état de propreté les locaux, les installations (terrasse, abords compris) et matériels. Il assurera les réparations et l'entretien courant des locaux.

Le concessionnaire devra respecter la procédure du Concédant pour l'évacuation des déchets et s'engage à trier ses déchets.

Les extincteurs sont la propriété du Concédant. Le concessionnaire s'assurera qu'ils restent bien à leur place et utilisables à tout moment. Le concessionnaire devra permettre les interventions du service sécurité de l'hôpital pour les opérations de maintenance (détection incendie, extincteur...) ou toute intervention en cas de sinistre.

Toute anomalie devra être immédiatement signalée au service sécurité du Centre Hospitalier.

En dehors des installations de sécurité incendie, l'exploitation et la maintenance de l'ensemble des installations et équipements fixes (électricité, plomberie, chauffage, ventilation, climatisation), dans le périmètre de la concession, est à la charge du concessionnaire. Il devra apporter la preuve du bon entretien des installations au moins annuellement.

#### 5.5. LIGNE TELEPHONIQUE ET INTERNET

Le CHRU de Tours fournira une ligne à un usage interne.

Si le concessionnaire désire installer une ligne téléphonique, il devra en faire la demande à ses frais et traiter directement avec l'opérateur de son choix. L'installation sera faite sous le contrôle des services techniques du CHRU. De même, l'installation d'une connexion internet sera à la charge du concessionnaire.

Le CH du Chinonais pourra fournir un accès de ligne ADSL mais non fibrée. Le concessionnaire se chargera de prendre sa propre box internet. Le CH du Chinonais fournit une ligne à usage interne et externe. Les appels externes seront refacturés.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 6/14
---------------	--------------------------------------------	-----------

## ARTICLE 6 - SECURITE ALIMENTAIRE

Les produits alimentaires offerts à la vente doivent être de bonne qualité, saines et marchandes, et répondre à toutes les prescriptions relatives à la protection des aliments et à l'hygiène publique.

Le concessionnaire s'engage à faire effectuer les analyses bactériologiques par trimestre portant sur les denrées servies par un laboratoire dûment agréé et à en communiquer systématiquement les résultats au Concédant.

Le Concédant se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer, à tout moment, à la charge du concessionnaire, les contrôles techniques portant sur la qualité et la préparation des denrées entrant dans la composition des divers produits proposés à la vente, l'hygiène générale des locaux, de fabrication et de préparation ou la propreté du matériel utilisé.

## ARTICLE 7 - DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Le concessionnaire recrute, rémunère, emploie sous sa responsabilité, le personnel nécessaire au bon fonctionnement de son exploitation. Il s'engage au respect de toutes ses obligations d'employeur conformément à la législation applicable en matière de protection sociale et de fiscalité.

Dans l'intérêt de son personnel, le concessionnaire le soumettra à la réglementation sanitaire applicable au personnel hospitalier.

Afin de garantir une qualité de service constante tout au long de l'année sur ses points de vente, le concessionnaire s'engage, en permanence, à mettre à disposition des moyens en personnel de vente en corrélation avec les flux quotidiens de clientèle.

Le personnel est tenu de respecter toutes les prescriptions légales en matière de législation du travail. Il devra également respecter le règlement intérieur du Concédant.

Le personnel sera soumis à une obligation absolue de discrétion professionnelle pour tout fait ou information dont il aurait connaissance dans le cadre de cette activité.

Le personnel doit se conformer aux règles suivantes :

- Respect des règles d'accès et de circulation au sein de l'établissement (vitesse de circulation, stationnement, utilisation des ascenseurs, encombrement des accès et couloirs, zone non-fumeurs, ...),
- Tenue propre et correcte avec l'identification de la société
- Interdiction de fumer dans le périmètre du Service hospitalier (Hôpital sans tabac),
- Respect des règles d'hygiène et de sécurité,

Le personnel doit être sensibilisé et formé à l'hygiène et respecter les règles de la démarche l'HACCP dans le domaine de la restauration commerciale.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 7/14
---------------	--------------------------------------------	-----------

Le personnel doit être sensibilisé et formé à la sécurité incendie (alerte, extinction, évacuation) conformément aux règlements (ERP et code du travail) et respecter les consignes de sécurité et les règles données par les services de sécurité incendie.

En cas de manquement grave et/ ou répété d'un agent du concessionnaire aux règles précitées, le Concédant pourra demander le retrait de l'affectation de cet agent au sein de l'hôpital.

Le concessionnaire exigera de son personnel une tenue vestimentaire uniforme, correcte et d'une parfaite propreté.

## ARTICLE 8 – RESPECT DES USAGERS

### 8.1. RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

Le présent contrat confie au Concessionnaire l'exécution d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public et de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le Concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses,
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service,
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Concessionnaire communique au Concédant les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Le Concessionnaire veille également à ce que les sous-Concessionnaires auxquels il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-concession ou sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le Concessionnaire communique au Concédant chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, sous peine de refus du sous-traitant.

Le Concessionnaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Il informe sans délai le représentant du Concédant

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 8/14
---------------	--------------------------------------------	-----------



des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, le Concessionnaire peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le Concessionnaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-concession ou sous-traitance.

Lorsque le Concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, le Concédant le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le Concédant peut mettre en œuvre les pénalités ou résiliation prévues aux articles 13 et 14 du présent contrat.

## 8.2 LITIGES AVEC LES USAGERS

En cas de litige entre un ou plusieurs usagers et le Concessionnaire, ce dernier doit tout mettre en œuvre pour trouver une solution amiable.

A défaut, le Concédant se réserve la possibilité d'intervenir pour faciliter l'élaboration d'un compromis acceptable par les différentes parties.

## ARTICLE 9 - PUBLICITE

Le concessionnaire est autorisé, dans l'enceinte du local mis à disposition, à apposer toute enseigne ou affiche portant sa marque commerciale en conformité avec le projet présenté et après entente préalable entre les parties. Il peut apposer le sigle commercial lui appartenant sur les supports et petits matériels d'exploitation, tels que plateaux, couverts, assiettes, gobelets.

## ARTICLE 10 - ASSURANCES

### 10.1. A SOUSCRIRE PAR LE CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du contrat de concession. Le concessionnaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 9/14
---------------	--------------------------------------------	-----------

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le Concedant en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent contrat. Le Concessionnaire supporte seule le préjudice du vol, du vandalisme et de la détérioration des équipements mis à sa disposition ou dont il est propriétaire.

## 10.2. A SOUSCRIRE PAR LE CONCEDANT

Le Concedant doit déclarer auprès de sa compagnie d'assurance le matériel et l'équipement nécessaires à l'exploitation, y compris ceux dont le Concessionnaire est propriétaire, pour les risques autres que ceux pris en charge par le Concessionnaire.

## ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIERES

### 11.1. REDEVANCE

En contrepartie de la mise à disposition des locaux, objet de la présente convention, le concessionnaire versera une redevance avec un minimum garanti et une part variable comme indiqué dans son offre.

La redevance minimum garantie annuelle sera acquise au concessionnaire, quel que soit le niveau de chiffre d'affaires réalisé. Elle sera payable en une seule fois chaque année. La facturation de la part fixe sera transmise au cours du 2<sup>nd</sup> trimestre de chaque année.

Le concessionnaire s'engage à justifier le montant détaillé par poste du chiffre d'affaires annuel en transmettant, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit la clôture de l'exercice précédent, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la convention.

Le règlement des sommes dues sera effectué auprès de la trésorerie principale du Centre Hospitalier dans un délai de 50 jours après réception de la facture.

Le concédant pourra demander au concessionnaire, une attestation établie par un expert-comptable récapitulant le montant du chiffre d'affaires annuel réalisé au titre de la concession. En cas d'écart entre le chiffre d'affaires mentionné dans ce document et la somme des chiffres d'affaires déclaré, un réajustement de la redevance sera effectué.

Pour l'année de démarrage et l'année de fin du contrat, le montant de la redevance minimum garanti sera déterminé au prorata temporis.

### 11.2. TARIFS DES PRODUITS ET SERVICES

Les tarifs appliqués aux usagers seront proposés dans l'offre. Ils sont révisables annuellement au 1<sup>er</sup> janvier. Le concessionnaire informera le concédant des modifications

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 10/14
---------------	--------------------------------------------	------------

de tarifs sur les principaux produits. Le concédant se réserve le droit de demander des justificatifs concernant l'évolution des coûts (matière première, main d'œuvre...).

De plus, il est demandé au Concessionnaire de proposer des tarifs préférentiels aux agents du CHRU de Tours et du CH du Chinonais sur présentation de justificatifs. Ces tarifs et les modalités de calculs seront précisés dans l'offre du Concessionnaire.

### 11.3. IMPOTS ET TAXES

Le concessionnaire acquittera les impôts et taxes présentes et à venir liés à l'exploitation de la librairie – presse – cafétéria restauration rapide, notamment les taxes foncières, et tout impôt auxquels le Concédant serait assujettie du fait de l'exploitation commerciale du local.

## ARTICLE 12 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Le titulaire devra s'engager à mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour le développement durable et être force de proposition, tant sur les produits que les pratiques innovantes en la matière.

### 12.1 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les obligations environnementales à la charge du Concessionnaire s'inscrivent dans les objectifs suivants :

- Composition des produits et notamment leur caractère écologique,
- Actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage,
- Economies d'énergie et utilisation des énergies renouvelables,
- Prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation

Le Concessionnaire pourra proposer une solution de mise à disposition de type paniers d'inventus de la journée. Ils feront l'objet d'une tarification spécifique soit via une application soit lors de plages horaires précises.

### 12.2. CLAUSE SOCIALES

Le concessionnaire s'engage à développer la formation auprès du gérant et de son personnel sur la maîtrise de l'hygiène.

Le Concessionnaire peut réaliser une action d'insertion auprès des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi. Ces personnes feront notamment l'objet d'un accompagnement personnalisé régulier visant à favoriser l'insertion.

Le Concessionnaire indiquera le volume horaire d'insertion dans son offre.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 11/14
---------------	--------------------------------------------	------------

## ARTICLE 13 – REUNIONS, RAPPORTS ET ENQUETES DE SATISFACTION

Le prestataire remettra chaque année au Concédant un rapport comportant :

- Les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exploitation de la cafétéria, de l'espace presse et des distributeurs automatiques.
- L'évolution de l'activité des différents secteurs et leur organisation afin d'apprécier les conditions d'exécution des activités.

Une réunion annuelle de suivi pourra être organisée à la demande du centre hospitalier ou du concessionnaire. Ces réunion auront notamment pour objet :

- D'examiner les dysfonctionnements éventuels
- De suivre la qualité de la prestation
- De rechercher, si nécessaire, des solutions d'améliorations

Des enquêtes de satisfaction pourront être organisées auprès des clients afin de permettre une analyse de la qualité de service et d'améliorer les prestations. Le résultat de ces enquêtes sera systématiquement communiqué au centre hospitalier. Ces enquêtes pourront être faites à l'initiative du concédant qui fera part des résultats au concessionnaire. Le concessionnaire devra rendre compte des mesures mises en place pour satisfaire les usagers.

Dans le cas où le concessionnaire n'aurait pas tenu compte des réclamations répétées des usagers, le Concédant pourra le mettre en demeure de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier aux faits reprochés.

## ARTICLE 14 - FIN DE LA CONVENTION - REMISE EN ETAT DU LOCAL COMMERCIAL

Les locaux commerciaux devront être remis dans un état d'entretien comparable à celui dans lequel ils lui ont été accordés par le concédant.

Aucune indemnité ne peut être demandée par le concessionnaire au terme de la convention d'occupation. Au cas où celle-ci ne serait pas renouvelée la construction reste la propriété du Concédant.

A l'expiration de la convention d'occupation, ou dans le cas de résiliation pour une cause quelconque, la société doit enlever dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification qui lui est faite, son matériel et ses marchandises ou abandonner au Centre Hospitalier si celle-ci le préfère et sans aucune indemnité de sa part, les aménagements, ou installations quelconques qu'elle a fait exécuter (éventuellement, en sus de la construction initiale).

A défaut d'exécution de ces travaux de remise en état des lieux dans le délai ci-dessus indiqué, le Concédant ferait, le cas échéant, sans autre mise en demeure, procéder d'office à cette remise en état, aux frais risques et périls de la société.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 12/14
---------------	--------------------------------------------	------------

## ARTICLE 15 – PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le Concédant ou en cas de manquement du Concédant à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Motif	Pénalité
Interruption totale du service de cafétérias (par site)	1000 € TTC par jour
Atteinte à la sécurité ou non-respect des règles d'hygiènes	1000 € TTC par manquement
Non transmission des analyses bactériologiques	1000 € TTC par manquement
Retard dans le paiement de la redevance	500 € par jour de retard

## ARTICLE 16 – RESILIATION DU CONTRAT ET EXECUTION PAR DEFAULT

Le Concédant peut mettre un terme à la concession pour tout motif tiré de l'intérêt général sous la réserve expresse de faire connaître sa décision au Concessionnaire au préalable, avec un préavis de quatre mois.

En cas de faute d'une particulière gravité ou d'un manquement répété, le Concédant pourra prononcer la déchéance du contrat, et notamment dans les cas suivants :

- Retard fautif de plus de trois (3) mois par rapport à la date contractuelle de début d'exploitation du service ;
- Interruption répétée et durable du service fourni à l'usager non justifiée par un évènement de force majeure ou une demande du Concessionnaire ;
- Lorsque le Concessionnaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail ;
- Lorsque le Concessionnaire, au cours de l'exécution de la concession, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L.3123-1 à L.3123-7 du code de la commande publique.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 13/14
---------------	--------------------------------------------	------------

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution fixé proportionnellement aux actions à mettre en œuvre, doit avoir été préalablement notifiée au Concédant et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Concédant informe le Concessionnaire de la pénalité envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Le Concessionnaire est tenu de répondre dans le délai imparti en indiquant les moyens qu'il compte mettre en œuvre. Si, à l'expiration du délai imparti, le Concessionnaire n'a pas remédié à ces manquements, le Concédant pourra notifier sa décision de prononcer la déchéance.

Aucune indemnité ne sera due par le Concédant.

Dans tous les cas de résiliation aux torts du Concessionnaire, le Concédant peut faire exécuter la prestation objet du contrat aux frais et risques du Concessionnaire.

## ARTICLE 17 - DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

CHRU de Tours	Contrat de concession n°2026-GHT-PREST-001	Page 14/14
---------------	--------------------------------------------	------------